

ASSURANCE SCOLAIRE

Une branche en panne de clientèle

Dimanche prochain, 6 septembre, plus de 8 millions d'élèves, tous paliers confondus, rejoindront les bancs de l'école. Comment protéger l'élève contre les dommages qu'il pourrait subir sur son lieu de scolarisation et lors de ses déplacements ? L'assurance-école prend en charge les dommages occasionnés ou subis par l'enfant à l'intérieur de l'établissement. Qu'en est-il des accidents survenus à l'extérieur de l'école ? L'assurance scolaire est un produit timidement sollicité auprès des compagnies d'assurances.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - L'école couvre systématiquement l'enfant à l'intérieur de son établissement contre les dommages occasionnés ou subis. Les parents ne payent pas une assurance-école. Les frais sont inclus dans les frais de scolarité. Une somme symbolique de 60 dinars par enfant et par an.

En dehors des risques que court l'enfant à l'intérieur de son école, les risques, notamment d'accidents à l'extérieur sont très importants.

Cependant, en dehors de son école, l'enfant n'est pas assuré contre les risques encourus.

Souscrire à une assurance scolaire est une initiative individuelle des parents.

Non obligatoire, mais fortement conseillée, l'assurance scolaire, (individuelle et destinée à chaque enfant âgé de 4 à 18 ans), couvre les incidents, dommages et accidents occasionnés ou subis par les enfants scolarisés. Cependant, son caractère facultatif ne pousse pas les parents à souscrire leurs enfants à l'assurance scolaire. Pourtant ce n'est pas la faute à l'indisponibilité de l'offre.

Selon Hassan khelifati, Président directeur-général d'Alliance assurance, le problème



L'assurance couvre les risques d'accidents que court l'élève à l'intérieur et à l'extérieur de l'école.

n'est pas au niveau des compagnies d'assurances. L'assurance scolaire est incluse, dit-il, dans l'assurance des personnes, proposées par les compagnies d'assurances. Cependant, la branche n'est pas développée.

L'origine de ce désintérêt des clients ? Il s'agit, selon lui, d'un

problème de culture et de communication. «L'assurance scolaire peut couvrir l'enfant des accidents et des blessures, c'est une branche qui aurait pu être développée, mais malheureusement pour le secteur, la branche n'a pas été développée, elle n'est pas pratiquée même si les compagnies

d'assurances proposent ce produit», dit-il.

«Nous avons fait une tentative avec le ministère de l'Éducation nationale pour intégrer l'assurance scolaire dans les frais de scolarité et une deuxième tentative avec les associations des parents d'élèves pour développer la branche mais ça n'a pas marché», regrette M. Khelifati. Pourtant, dit-il, les frais de l'assurance scolaire ne dépassent pas les 100 dinars par enfant et par an. Cependant, le produit n'attire pas les parents d'élèves.

L'assurance scolaire garantit, entre autre, à tout élève assuré une couverture en cas de bris de lunettes, couverture des prothèses dentaires en cas d'accidents, frais médicaux et d'hospitalisation en cas d'accident...

Le ministère de l'Éducation nationale est interpellé pour revoir les mécanismes d'applications de l'assurance scolaire. «Les parents doivent se décider à protéger leurs enfants», conseille le P-dg d'Alliance assurance.

S. A.

DÉVELOPPEMENT DE L'INVESTISSEMENT

L'État à la recherche d'assiettes foncières

Tout terrain appartenant au domaine privé de l'Etat ou aux collectivités locales constitue une assiette foncière potentielle pour les investisseurs. Voire, toute assiette foncière potentielle est la bienvenue et doit faire l'objet d'une prospection par les autorités locales et les opérateurs économiques.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les présidents des assemblées populaires communales sont appelés à constituer des réserves foncières pour créer localement des zones d'activités et donner une nouvelle impulsion à l'investissement. «Il est primordial d'entreprendre une prospection des terrains domaniaux ou communaux pour dégager des assiettes nécessaires afin de faire aboutir des projets d'investissements», considérera ainsi le wali d'Oran, Abdelghani Zaâlane, lors d'une réunion du conseil de l'exécutif de wilaya.

Les terrains des collectivités locales constituent des «gisements» pour le foncier industriel, relevait lundi dernier à Jijel le ministre de l'Industrie et des Mines. Le foncier industriel «étant une ressource rare», Abdesselam Bouhouareb considérera, outre la nécessité de ne l'attribuer qu'à ceux qui s'inscrivent dans le cadre de la politique économique du gouvernement, —celle-ci prônant notamment la création de valeur ajoutée et d'emplois, l'intégration industrielle, la substitution aux importations, la diversification des exportations et le transfert de technologie —, l'opportunité d'œuvrer à «élargir» sa disponibilité, à l'optimiser.

Au-delà des terrains du secteur public non utilisés ou excédentaires, des terrains relevant des zones industrielles et zones d'activités opérationnelles mais aussi des 49 parcs industriels en cours de réalisation, il s'agira pour les autorités locales ainsi que pour les opérateurs économiques d'intensifier la recherche d'assiette foncière et de bien cibler toute assiette potentielle. «Le foncier ne doit pas (relever) du rôle de l'Etat. Il y a les terrains du domaine privé de l'Etat que nous sommes en train d'utiliser mais il y a aussi les terrains des collectivités locales dédiés à des besoins spécifiques», ainsi

que les biens immobiliers, indiquait le ministre de l'Industrie, évoquant une proposition en cours d'élaboration à cet effet.

Une gestion du foncier industriel optimisée, basée sur la prospection et la recherche de toute assiette potentielle du foncier industriel que la réunion gouvernement — walis, tenue samedi dernier, avait en effet encouragé à développer. Dans ce contexte, tous les parcs ou zones industriels en cours de réalisation seront octroyés sous forme de lots aux investisseurs en vue de leur permettre de «gagner du temps et régler les questions administratives et financières préalables à l'acte d'investissement», considérera d'autre part le wali de Constantine, Hocine Ouadah. Ce faisant, c'est la procédure d'attribution du foncier

industriel aux investisseurs qui a été revue, simplifiée.

Ainsi, l'attribution, la concession du foncier s'opérera sous la responsabilité des walis et la supervision des directeurs de l'industrie des wilayas, sur la base de l'évaluation du projet et d'un cahier des charges dont l'élaboration est en cours au niveau du ministère des Finances, rappellera Abdesselam Bouhouareb.

Notons que la loi de finances complémentaire pour 2015 avait fixé les dispositions de concession au gré à gré des terrains relevant du domaine privé de l'Etat et destinés à la réalisation d'investissements. Dans son article 48, la LFC 2015 instituée ainsi que la concession au gré à gré des terrains relevant du domaine privé de l'Etat

destinés à la réalisation des projets d'investissement est, désormais, autorisée par un arrêté du wali sur proposition du directeur de wilaya en charge de l'investissement.

Sont également concernés par cette disposition les actifs résiduels des entreprises publiques dissoutes, des actifs excédentaires des entreprises publiques économiques ainsi que des terrains relevant des zones industrielles et des zones d'activité.

En outre, pour dégager davantage de foncier industriel dans le cadre du développement des investissements, la LFC 2015 a institué une pénalité de 3% qui doit être payée par les bénéficiaires de terrains à vocation industrielle, non exploités trois années après leur attribution.

C. B.

PROFESSEUR ZIRI ABBÈS À DK NEWS :

«Un nouveau centre pour la prise en charge des toxicomanes»

Un nouveau service doit ouvrir ses portes d'ici la fin de l'année au centre hospitalo-universitaire Nadir-Mohamed de Tizi-Ouzou. C'est ce qu'a affirmé, hier, le directeur de l'hôpital, le professeur Abbès Ziri, lors du forum de DK News.

Nadia Medjdoub - Alger (Le Soir) - Le centre de désintoxication, selon le professeur, est en fin de réalisation, atteignant un taux d'achèvement estimé à 90%. Il sera finalisé d'ici le mois de novembre, estime le P^r Ziri.

Disposant d'une quarantaine de lits, «le centre sera une référence nationale en matière de prise en charge des toxicomanes. Il s'agit d'ailleurs du troisième qui sera ouvert à l'échelle nationale, après celui de Blida et d'Oran», précise Abbès Ziri. Il rappelle à l'occasion que c'est un projet qui a coûté, en moyenne, 135 millions de dinars. Pour lutter et prévenir contre la toxi-

comanie, ce centre sera doté d'un ensemble de structures pour lui permettre d'effectuer des cures de sevrage des malades (toxicomanes), de traitement médical, de consultation et d'exploration, des services de psychologie et d'ergothérapie, ainsi qu'un appartement pour séances de thérapie de groupe et autres services concourant à une meilleure insertion du malade, souligne le P^r Ziri.

Dans ce contexte (la toxicomanie) d'après le professeur, plusieurs études réalisées dans ce sens dans notre pays ont démontré que le phénomène est



P^r Ziri Abbès.

en extension. «En général, le toxicomane est un jeune adulte célibataire au chômage», dit-il. «La consommation se fait géné-

ralement en groupe et les produits utilisés sont le cannabis, l'alcool, les psychotropes, le «Patek» et les drogues dures» dénonce le psychiatre et directeur du CHU de Tizi-Ouzou. «Des études faites sur le territoire national démontrent que la première consommation se situe entre 17 et 18 ans», poursuit-il.

Le professeur Ziri Abbès, qui lutte, par sa profession, contre la toxicomanie, a indiqué que la situation concernant la toxicomanie en Algérie est loin d'être alarmante, comparativement aux pays occidentaux où la consommation de drogue dure se compte par millions. Cependant, la prévention et la lutte contre ce fléau ne doivent pas être prises à la légère.

N. M.